

**CONTRAT DE CESSIION DE DROITS D'EXPLOITATION AUDIOVISUELLE
D'ŒUVRES CHOREGRAPHIQUES**

Le présent contrat de cession de droits d'exploitation est établi :

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

La société **CHI-FOU-MI PRODUCTIONS**, SAS au capital de 48 000 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 520 372 178, dont le siège social est au 12 rue Barbette - 75003 Paris, représentée par Monsieur Hugo SELINAC ou Monsieur Arnaud TOURNIAIRE, Directeur de Production, dûment habilités à cet effet,

Ci-après dénommée « **CHI-FOU-MI PRODUCTIONS** » ou « **le Producteur** »,

D'UNE PART

ET

Madame NOPAL Charlotte
Domiciliée 4446 route de Maure – 42130 Marcilly-le-Chatel
N° Sécurité sociale : 2 90 08 64 122 040 84
Date et lieu de naissance : 18/08/1990 à Biarritz

Ci-après dénommée « **l'Auteur-Chorégraphe** »,

D'AUTRE PART

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

Le Producteur produit une œuvre audiovisuelle d'une durée de 110 minutes environ, de langue française, intitulée provisoirement ou définitivement :

« UNE ZONE À DÉFENDRE »

Réalisée par Monsieur Romain COGITORE (ci-après le Film).

Pour les besoins du Film, le Producteur a demandé à l'Auteur-Chorégraphe de créer deux œuvres chorégraphiques (ci-après « les Chorégraphies »). Ces Chorégraphies sont destinées aux séquences dansées et chantées, constituant plusieurs scènes du Film.

Par contrat de travail en date du 27/05/2022, le Producteur a embauché l'Auteur-Chorégraphe, en qualité de « Artiste-Chorégraphe ».

Par les présentes, le Producteur souhaite acquérir les droits d'exploitation relatifs aux Chorégraphies créées par l'Auteur-Chorégraphe, aux fins d'exploitation et de promotion du Film, ainsi que de l'exploitation de ses droits dérivés.

L'Auteur-chorégraphe a donné son accord, déclarant qu'il était :

- libre de contracter pour collaborer à la création des séquences devant fixer ses Chorégraphies ;
- disponible pour accomplir la prestation physique qui doit être réalisée selon :
 - un calendrier de répétitions qui sera établi d'un commun accord avec le Producteur ;
 - le plan de travail du Film, à savoir entre le 13 Juin et le 12 Août 2022, à des dates à déterminer durant cette période suivant les impératifs de la Production. Le Plan de travail sera établi en concertation avec l'Auteur-Chorégraphe ;
- libre de concéder les droits d'exploitation relatifs aux Chorégraphies.

L'Auteur-Chorégraphe donne son accord aux conditions et dans les limites du présent contrat.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Auteur-Chorégraphe autorise le Producteur à utiliser ses Chorégraphies à l'issue de sa prestation impliquant sa présence physique et pour laquelle des contrats de travail ont été directement conclu entre elle et le Producteur pour la préparation et le tournage du Film.

Le présent contrat précise les modalités de la cession par l'Auteur-Chorégraphe au Producteur, pour le monde entier, conformément aux dispositions du code de la Propriété Intellectuelle, des droits permettant l'exploitation du Film.

ARTICLE 2 - DEFINITION

Le Producteur a demandé à l'Auteur-Chorégraphe de créer deux Chorégraphies destinées à des séquences chantées et dansées, constituant une ou plusieurs scènes du Film, et ce en collaboration avec le Réalisateur et le Producteur.

Chorégraphie 1 – Chanson « Milonga »

Chorégraphie 2 – Chanson « Bourrée »

ARTICLE 3 - CESSIION DE DROITS

3.1 - Sous réserve de l'exécution intégrale du présent contrat et du parfait paiement par le Producteur des sommes ci-après mises à sa charge, et conformément à l'article L.131-3 du Code de la Propriété Intellectuelle, l'Auteur-Chorégraphe cède au Producteur à titre exclusif, pour le monde entier et pour la durée définie à l'Article 4 ci-dessous, les droits d'exploitation ci-après définis, sur les Chorégraphies et ce dans le cadre limité du Film et de sa promotion :

Pour les besoins du présent article, il convient d'entendre par le terme « Film », le Film et ses éléments accessoires, tels que, notamment, les bandes annonces, promo reels, teasers, maquettes, making-of, éléments du bonus, etc. relatifs au Film.

I. EXPLOITATIONS PRIMAIRES

Les droits primaires comprennent :

A. DROIT DE REPRODUCTION

- Le droit d'enregistrer et/ou de faire enregistrer par tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, sur tous supports analogiques ou numériques, en tous formats, en utilisant tout rapport de cadrage, les Chorégraphies, ainsi que les photographies fixes représentant des scènes des Chorégraphies ;
- Le droit d'établir et/ou de faire établir toutes versions du Film, de toutes durées, tant françaises qu'étrangères, ainsi que tous doublages et sous-titrages en toutes langues et toutes versions destinées aux personnes sourdes et malentendantes ou audiodécrites destinées aux personnes ;
- Le droit d'enregistrer et/ou de synchroniser avec les Chorégraphies toute composition musicale avec ou sans paroles, originale et/ou préexistante ;

- Le droit de reproduire les Chorégraphies dans toutes bandes annonces de Film, ainsi que dans tout « making of », c'est-à-dire toute œuvre audiovisuelle consacrée à la production, à la réalisation et/ou au tournage du Film, intégrant le cas échéant des extraits et/ou des images et/ou des rushes des Chorégraphies ;
- Le droit d'établir et/ou de faire établir, en tel nombre qu'il plaira au Producteur ou à ses ayants-droit, tous originaux, doubles ou copies des enregistrements ci-dessus, par tous procédés et sur tous supports notamment chimique, analogique, magnétique, numérique et/ou optonumérique, ou tout autre procédé inconnu à ce jour,
- Le droit de mettre ou faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies, pour des représentations cinématographiques publiques ou privées, la télédiffusion des Chorégraphies et toutes exploitations ci-après énumérées, en toutes versions (originale, doublée, sous-titrée en toutes langues, destinée aux personnes sourdes et malentendantes ou aveugles et malvoyantes).

B. DROIT DE REPRESENTATION

- Le droit de représenter ou de faire représenter les Chorégraphies dans le cadre du secteur commercial ou non commercial, privée ou publique, par télédiffusion, par tous procédés inhérents à ce mode d'exploitation (télédiffusion, par des technologies analogiques et/ou numériques ou toutes autres, avec ou sans cryptage, par voie hertzienne terrestre, satellite, distribution par câble, moyens de communication électronique tels que internet, intranets, téléphonie mobile, etc.) sur tous réseaux, publics ou privés, commerciaux ou non commerciaux, selon le mode de diffusion et de programmation propre à chaque réseau, éditeur de service de télévision et/ou service de médias audiovisuels et quel que soit le mode d'accès au programme (gratuit ou payant, par abonnement ou à la séance, notamment paiement à la séance ou télévision à la carte [*Pay per view* / PPV], quasi-vidéo à la demande [*Near vidéo on demand* / NVOD], vidéo à la demande / VàD [*Video on demand* / VOD]), tant aux fins de réception individuelle que collective, pour visualisation sur les supports de réception fixes que sont la télévision, l'ordinateur, la console de jeux vidéo de salon, etc., aussi bien que sur les supports de réception nomades que sont le téléphone mobile, l'assistant personnel, l'ordinateur portable, la tablette électronique, la console de jeux vidéo portable, etc.

Le droit de télédiffusion ci-dessus est cédé au Producteur à charge pour celui-ci de rappeler aux télédiffuseurs (et plus généralement à tous fournisseurs de services de médias) avec lesquels il traitera, installés ou dont les programmes sont télédiffusés en France, Argentine, Belgique, Canada francophone, Espagne, Estonie, Italie, (Principauté de) Liechtenstein, (Grand-Duché de) Luxembourg, (Principauté de) Monaco, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse ainsi que dans tout autre territoire dans lequel la SACD ou toute société d'auteurs la représentant interviendrait ultérieurement, que l'exécution des obligations souscrites à son égard ne dégage pas lesdits télédiffuseurs (et plus généralement les fournisseurs de services de médias susvisés) des obligations qu'ils ont contractées ou devront contracter envers lesdites sociétés de perception et de répartition de droits. Il est précisé que les droits de l'Auteur-Chorégraphe afférents à la retransmission du Film par câble, simultanée, intégrale et sans changement, seront gérés dans le monde entier par la SACD, dans le cadre des accords généraux qu'elle a conclus ou sera amenée à conclure directement ou indirectement avec les câblodistributeurs.

- **Vidéo à la demande** : Le droit d'exploitation par télédiffusion inclut expressément le droit d'exploiter les Chorégraphie dans le cadre de Film en *vidéo à la demande* / VàD, c'est-à-dire de les mettre, par l'intermédiaire de tous services de médias audiovisuels à la demande (SMAD) et selon l'un quelconque des procédés visés ci-dessus, sous une forme dématérialisée à la disposition du consommateur final, à sa demande et à l'heure de son choix, de manière temporaire (location dématérialisée permettant de visualiser un programme pour une période de temps limitée) ou définitive (vente dématérialisée, aussi appelée *Electronic Sell Through* / EST, permettant de visualiser un programme sans limitation de durée avec ou sans faculté de gravure du fichier sur support physique) et ce, que Film soit accessible à titre gratuit (*Free VOD* / FVOD) ou onéreux, par souscription d'un abonnement (*Subscription VOD* / SVOD) ou avec paiement à la séance (*Transactional VOD* / TVOD ou

Pay Per View VOD / PPV-VOD), par diffusion linéaire (*Streaming*) ou téléchargement (*Downloading*), pour visualisation sur l'un quelconque des supports fixes ou nomades visés ci-dessus.

- **Télévision de rattrapage et avant-première** : Le droit d'exploitation par télédiffusion inclut le droit d'exploiter les Chorégraphies dans le cadre du Film en *télévision de rattrapage* ou TVR (*Replay TV* ou *Catch-up TV*), forme de VàD à l'initiative des chaînes de télévision permettant aux téléspectateurs de visionner gratuitement un programme qu'ils auraient manqué pendant une période limitée de quelques jours après sa diffusion, ainsi le cas échéant qu'en *avant-première (preview)*, toujours par VàD gratuite, dans les jours précédant immédiatement la diffusion.

II. EXPLOITATIONS SECONDAIRES ET DERIVEES

- Le droit d'exploiter les Chorégraphies dans le cadre du Film sous forme de vidéogrammes (vidéocassettes, vidéodisques, DVD, Blu-Ray ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour), support linéaire ou interactif, fichier numérique téléchargeable sur Internet ou sur tout autre réseau de télécommunication, etc...) destinés à la vente, à la location et au prêt pour l'usage privé du public ;
- Le droit d'exploiter et/ou de faire exploiter les Chorégraphies dans le cadre du Film, en tout ou en partie, sur Internet ou tout autre réseau de communication ;
- Le droit d'exploiter les Chorégraphies dans le cadre du Film par tous moyens et procédés audiovisuels dans les secteurs non commerciaux, y compris le secteur cinématographique non commercial, et institutionnels. Ce droit comporte notamment la faculté pour le Producteur de céder le Film au ministère des Affaires étrangères en vue d'une exploitation dans le circuit des ambassades françaises et dans la cadre de manifestations culturelles diverses à l'étranger, et pour des diffusions dans les ministères, écoles, universités, avions, plates-formes pétrolières, bateaux, vidéothèques, ambassades, musées, prisons, etc... ;
- Le droit d'autoriser la représentation publique des Chorégraphies, dans le cadre du Film, dans tout marché, festival ou manifestation de promotion ;
- Le droit de reproduire et représenter tous extraits ou arrangements des Chorégraphies afin d'assurer la promotion du Film.

Le Producteur est autorisé à céder des extraits des Chorégraphies à des tiers en vue de leur utilisation dans des émissions de plateau, magazines télévisés et en général toutes émissions en hommage à un auteur, réalisateur, artiste-interprète ou autre professionnel de l'audiovisuel et dans le cadre des émissions consacrées à l'audiovisuel ainsi que dans des œuvres audiovisuelles nouvelles dès lors qu'elles sont produites par CHI-FOU-MI PRODUCTIONS en qualité de producteur délégué.

Le Producteur est également autorisé à céder des extraits des Chorégraphies en vue de leur insertion dans des œuvres audiovisuelles ou cinématographiques nouvelles (film, téléfilm, série télévisée, court-métrage, documentaire, etc.).

- Le droit de reproduire, avec ou sans adaptation, tout ou partie des Chorégraphies en vue d'une communication directe ou indirecte au public :
 - sous forme d'œuvres littéraires et/ou graphiques publiées en toutes langues et sous toutes formes, ce droit comportant notamment le droit de publier le scénario dialogué, que la publication soit off line (notamment sur support papier ou numérique) ou on line (texte à consulter ou fichier à télécharger notamment sur Internet), de réaliser et/ou de faire réaliser toute œuvre littéraire et/ou graphique tirée de l'Episode, notamment par novélisation, et le droit de procéder ou de faire procéder à toute édition, à toute traduction en toutes langues, ainsi qu'à toute reproduction, en tout ou partie, pré-publication et/ou post-publication, dans des revues, journaux et périodiques, ou en digest, condensé, bandes dessinées, etc...,

- sous forme d'œuvre théâtrale (œuvre dramatique, opéra, opérette, music-hall...),
- sur phonogrammes et tous autres supports d'enregistrement, connus ou inconnus à ce jour, mis à la disposition du public.
- Le droit de reproduire tout ou partie des images extraites des Chorégraphies, dans le cadre du Film, ou des photographies effectuées à l'occasion de la réalisation et/ou des répétitions :
 - en vue de l'illustration de textes, avec ou sans adaptation,
 - en vue de la réalisation de cartes postales, posters ou affiches...,
 - comme élément publicitaire.
- Le droit de "merchandising", c'est-à-dire le droit d'utiliser tout ou partie des éléments des Chorégraphies (titre, thèmes, personnages, décors, costumes, accessoires, etc...) :
 - en vue de la fabrication, de la distribution, de la commercialisation et de la vente de tous objets ou produits : jeux (y compris jeux vidéo et interactifs exploités par tout procédé de télécommunication), jouets, objets ou œuvres des arts plastiques ou appliqués destinés à la promotion du Film,
 - comme élément publicitaire ou promotionnel du Film,
 - en vue de la fabrication ou de la décoration de tous articles, notamment dans les secteurs suivants : papeterie, articles de bureau, habillement, ameublement, toilette, hygiène, cosmétiques, alimentation, etc... destinés à la promotion du Film.
- Le droit de reproduire et de représenter, ainsi que le droit d'adapter tout ou partie des éléments visuels et sonores des Chorégraphies en y adjoignant, le cas échéant, toutes contributions nouvelles, pour les besoins de la production, la réalisation et l'exploitation de tous programmes multimédia, liés au Film et notamment interactifs, commercialisés et/ou diffusés sur tous supports d'enregistrement (off line) destinés à la vente, à la location ou au prêt pour l'usage privé du public (tels que vidéogrammes, DVD, DVD ROM, etc...) et par tous procédés de télécommunication (on line) (notamment par voie hertzienne terrestre, satellite, câble ou en réseau, par Internet...) connus ou inconnus à ce jour.

Le Producteur aura seul qualité pour conclure tout contrat nécessaire à l'exploitation desdits droits.

3.2 - Exclusivité et droit de préférence

Tous les droits qui ne sont pas expressément cédés au Producteur par le présent contrat restent, sous réserve des droits propres d'éventuels coauteurs et dans les limites fixées par les articles L.113-3 et L.132-29 du Code de la Propriété Intellectuelle, l'entière propriété de l'Auteur-Chorégraphe, étant expressément rappelé qu'en considération du caractère exclusif des droits consentis au Producteur, l'Auteur-Chorégraphe s'interdit d'autoriser un tiers ou de procéder lui-même, à l'exploitation d'un sujet ou d'un élément quelconque tiré des Chorégraphies et du Film qui entraverait l'exercice de l'un des droits cédés aux présentes, et ce pendant toute la durée de cession exclusive fixée à l'Article 4 ci-dessous.

En outre, le Producteur bénéficiera sur tous les droits qui ne lui sont pas expressément cédés aux termes de la présente convention et l'Auteur-Chorégraphe reste, sous réserve des droits propres des coauteurs et dans les conditions précisées au paragraphe précédent, seul titulaire, d'un droit de préférence qui s'exercera, pendant toute la durée du contrat, suivant les modalités suivantes :

- l'Auteur-Chorégraphe, s'il reçoit l'offre d'un tiers portant sur l'acquisition de l'un quelconque de ces droits, s'engage, pour le cas où il envisagerait d'y répondre favorablement, à proposer prioritairement au Producteur d'acquiescer le ou les droits en cause et à lui donner la préférence, à conditions financières égales à celles offertes par ce tiers.

En conséquence, l'Auteur-Chorégraphe notifiera au Producteur, par lettre recommandée avec avis de réception, toute proposition qui lui serait faite et à laquelle il souhaiterait donner suite. Le Producteur disposera alors d'un délai d'un mois, après réception de la lettre du Chorégraphe, pour faire connaître à celui-ci s'il entend exercer le droit de préférence qui lui est reconnu et se substituer au tiers en payant le prix offert par ce dernier.

- le Producteur aura la faculté de faire vérifier la réalité des offres présentées par les tiers et l'Auteur-Chorégraphe s'oblige dès à présent à lui fournir toutes facilités à cet égard, notamment par la communication de toutes pièces justificatives.

- si le Producteur renonce à exercer son droit de préférence, ou ne répond pas à la lettre de l'Auteur-Chorégraphe dans un délai d'un mois susvisé, ce dernier pourra conclure librement avec le tiers, sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

3.3 - Il est rappelé, pour autant que de besoin, que l'Auteur-Chorégraphe conservera sa part éventuelle des redevances à lui revenir au titre du droit à rémunération pour copie privée des œuvres institué par l'article L.311-1 du Code de la Propriété Intellectuelle.

ARTICLE 4 - DUREE

Les droits énumérés à l'article **3** ci-dessus sont cédés à titre exclusif au Producteur pour toute la durée de la protection légale des droits d'auteur et ses prolongations accordées aux auteurs, à leurs successeurs, héritiers et ayants-droit par les textes législatifs ou réglementaires.

ARTICLE 5 - PROPRIÉTÉ

5.1 - Le Producteur acquiert la qualité d'ayant-droit de l'Auteur-Chorégraphe pour l'exercice des droits cédés qu'il utilisera comme bon lui semble, notamment en passant tous contrats d'édition, de représentation et de diffusion par quelque mode que ce soit, et plus généralement tous contrats utiles à la réalisation et à l'exploitation des Chorégraphies dans le cadre du Film et de chacun de ses éléments, ainsi que de toutes œuvres audiovisuelles adaptées ou dérivées autorisées par le présent contrat.

5.2 - Par ailleurs, le Producteur aura par l'effet des présentes, le droit de poursuivre toute contrefaçon ou toute exploitation sous quelque forme que ce soit, des Chorégraphies dans le cadre du Film dans la limite des droits cédés en vertu des présentes, et d'agir en toutes circonstances et occasions en vue de sauvegarder l'exercice du droit de propriété dont il est devenu cessionnaire, mais à ses frais, risques et périls et à sa propre requête. Si le Producteur en fait la demande, l'Auteur-Chorégraphe devra intervenir (aux frais du Producteur) dans la procédure aux côtés de celui-ci.

5.3 - Le Producteur ne fera aucun obstacle à la liberté d'intervention des sociétés d'auteurs habilitées, soit directement, soit par l'intermédiaire des sociétés d'auteurs étrangères, auprès des organismes de télévision et de tous diffuseurs, en ce qui concerne l'exercice des droits qu'elles administrent, sous réserve qu'aucune atteinte ne soit portée à ses droits de Producteur.

ARTICLE 6 - GARANTIES

6.1 - L'Auteur-Chorégraphe garantit au Producteur, conformément à l'article L.132-26 du Code de la Propriété Intellectuelle, l'exercice paisible des droits cédés en vertu des présentes et notamment :

- qu'il a plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés par les présentes et que ces droits n'ont été ni ne seront en aucune manière cédés, hypothéqués, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers ;
- qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre les droits cédés par les présentes, ou susceptibles d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le Producteur des droits qui lui ont été accordés, à titre exclusif, par les présentes ;
- qu'il n'a introduit et n'introduira dans sa contribution aucune reproduction ou réminiscence susceptible de porter atteinte aux droits de la personnalité des tiers, ou de violer les droits des tiers

(notamment des droits protégés par la propriété littéraire et artistique ou la propriété industrielle) et de donner lieu à des attaques pour plagiat et/ou contrefaçon ou de troubler l'exercice des droits cédés au Producteur en vertu des présentes ou l'exploitation des Chorégraphies dans la cadre du Film ;

➤ qu'aucun litige ni procès n'est en cours ni sur le point d'être intenté mettant en cause les droits de l'Auteur-Chorégraphe sur les Chorégraphies tels que définis et cédés par l'effet des présentes.

6.2 - L'Auteur-Chorégraphe est personnellement responsable tant vis-à-vis des tiers que du Producteur en cas de non observation du présent article et garantit ce dernier contre toute action en revendication quelconque qui en découlerait.

6.3 - L'Auteur-Chorégraphe s'engage en ce qui le concerne et oblige ses successeurs, héritiers et ayants-droit, à fournir au Producteur, sur simple demande de ce dernier, tous pouvoirs et documents et à remplir toutes formalités que le Producteur estimerait nécessaires afin de lui permettre l'exercice paisible et exclusif des droits par lui acquis, et de les faire respecter par tous.

ARTICLE 7 - RÉMUNERATION (DROITS D'AUTEUR)

7.1 - Rémunération

En rémunération de la cession des droits définis ci-dessus, le Producteur versera à l'Auteur-Chorégraphe la somme brute forfaitaire de **1 250 € (mille deux cent cinquante euros), payable à la signature des présentes.**

Cette somme forfaitaire rémunère la cession de ses droits telle que définie à l'article **3** ci-dessus, en application de l'article L.131-4 4° du Code de la Propriété Intellectuelle, l'intervention de l'Auteur-Chorégraphe ne constituant pas l'un des éléments essentiels de la création intellectuelle du Film.

L'Auteur-Chorégraphe ne pourra donc réclamer le versement d'aucune rémunération proportionnelle ni directement par le Producteur ni indirectement par les sociétés de gestion collective. L'Auteur-Chorégraphe s'engage à ne réclamer aucune rémunération proportionnelle vis-à-vis du Producteur.

7.2 - Modalités de règlement

L'Auteur-Chorégraphe n'ayant pas renoncé au dispositif de la retenue à la source de la TVA, le Producteur s'en acquittera pour le compte de l'Auteur-Chorégraphe, auprès du Trésor. Le taux applicable étant le taux réduit (10%), le Producteur déduira préalablement, du reversement au Trésor, 0,8%, qui seront versés à l'Auteur-Chorégraphe, en sus de sa rémunération brute, au titre de son droit à déduction forfaitaire et n'acquittera donc que les 9,2% restant.

Tous les règlements seront effectués par virement bancaire à l'ordre de l'Auteur-Chorégraphe, la TVA étant traitée conformément à l'alinéa ci-dessus et déduction faite des précomptes de l'AGESSA, de la CSG, du RDS, et de toutes autres cotisations obligatoires.

ARTICLE 8 - PUBLICITÉ

Le nom et le prénom de l'Auteur-Chorégraphe seront cités au générique de fin du Film dans des conditions déterminées par le Producteur.

ARTICLE 9 - DIFFUSION DU FILM

Les décisions de programmation par les organismes diffuseurs n'étant pas du ressort du Producteur, ce dernier ne peut garantir la diffusion du Film, et l'Auteur-Chorégraphe ne saurait prétendre, dans ces

conditions, à de quelconques rémunérations ou d'indemnités, autres que les sommes réglées en exécution des présentes.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

A défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties de ses obligations, et 8 (huit) jours après présentation d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, les présentes seront résiliées aux torts et griefs de la partie défaillante, si bon semble à l'autre partie, sous réserve de tous dommages-intérêts.

Toute résiliation sera sans incidence sur les cessions, transferts de droits et contrats d'exploitation que le Producteur aura valablement conclus avant son intervention.

ARTICLE 11 - RÉTROCESSION À UN TIERS

Le Producteur se réserve la faculté de rétrocéder à tous tiers de son choix les bénéfices, droits et obligations résultant des présentes, sans être tenu à aucune indemnité à l'égard du l'Auteur-Chorégraphe, mais en restant garant envers le l'Auteur-Chorégraphe de l'exécution des présentes et à charge pour le Producteur d'en aviser l'Auteur-Chorégraphe par lettre recommandée dans les 30 (trente) jours de la signature de tout contrat de cession.

Le Producteur demeure également libre de s'associer à un ou plusieurs coproducteurs français ou étrangers sous quelque forme que ce soit ou à quelque titre, et d'apporter le présent contrat à la coproduction, à condition de rester garant envers l'Auteur-Chorégraphe de l'exécution des présentes.

ARTICLE 12 - LITIGES

Tous litiges qui pourraient naître de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat seront soumis au Tribunal Judiciaire de Paris.

ARTICLE 13 - ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile à l'adresse visée en en-tête des présentes.

Conformément à la loi n°2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique et au décret d'application du 28 septembre 2017 relatif à la présomption de fiabilité de la signature électronique, les Parties conviennent expressément de conclure le présent contrat sous la forme d'un écrit électronique. Les Parties conviennent de recourir à un procédé de signature électronique mis en place par la Production, et reconnaissent que celui-ci constitue un procédé fiable d'identification, garantissant son lien avec l'acte auquel cette signature électronique s'attache au sens de l'article 1367 du code civil. Les Parties déclarent que cet écrit constitue une preuve littérale au sens de l'article 1366 du code civil ayant la même valeur probante qu'un écrit sur support papier et qu'il pourra valablement leur être opposé. Les Parties s'engagent expressément à ne pas en contester la validité, la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante sur le fondement de sa nature électronique. En conséquence, le présent contrat signé électroniquement vaut preuve du contenu du contrat et des conditions générales ci-après (qui font partie intégrante du présent contrat), de l'identité des signataires et de leurs consentements aux obligations et conséquences de faits et de droits qui en découlent.

Le présent contrat est signé électroniquement à la date indiquée dans le cachet de signature électronique correspondant et prend effet rétroactivement en date du 8/07/2022.

L'AUTEUR-CHOREGRAPHE
Charlotte NOPAL

LE DIRECTEUR DE PRODUCTION
Arnaud TOUNAIRE